



8 Place Malus
18000 BOURGES

Tél 02 48 21 24 79

Cgt.ud.cher@wanadoo.fr
www.ud18.cgt.fr

Tous Mobilisés !!!

Contre le pacte de responsabilité ! Contre les politiques antisociales des gouvernements successifs

Pour les salariés, chômeurs, retraités et jeunes, ces politiques sont synonymes de diminution de salaire, pension et minima sociaux, de dégradation des conditions de travail et de vie.

Pour la classe dominante, les patrons et les financiers, ce sont des allègements de cotisations et une cascade d'aides publiques, avec en plus de nouvelles facilités de licenciement.

La fonction publique, comme le privé, est attaquée. De plus en plus de salariés embauchés avec des contrats de droit privé, gel des salaires, blocage des carrières et maltraitance au travail.

Les gouvernements changent, la politique austère reste !!

Tous les gouvernements successifs ont un point commun, ils ont fait allégeance au patronat, ils ont donné les clefs de la maison France aux patrons dans le cadre des traités européens.

En somme, les gouvernements successifs nous ont vendus comme chair à profit aux patrons dans le cadre d'un projet opaque et anti-démocratique qu'est l'Union Européenne.

Rappelons-nous des votes de 2005, sur la constitution européenne, notre vote a été jeté aux orties par un pouvoir pro-patronal.

Notre vote refusait la marchandisation de notre bien commun que sont les services publics. Au prétexte d'efficacité, les gouvernements successifs et l'Union Européenne veulent offrir les services publics à leurs amis patrons. Rappelons que ce sont les réformes successives Révision Générale des Politiques Publiques, puis Modernisation de l'Action Publique, qui ont affaibli la fonction publique.

En supprimant une partie des fonctionnaires les gouvernements successifs ont amputé d'autant l'action des services publics qui ne sont plus en mesure de remplir les missions qui leur sont confiées.

Les privatisations et passations d'activités au privé n'ont pas pour but l'efficacité, mais la captation de nos richesses par le capital, les patrons et leurs alliés politiques.

La Sécurité Sociale est démantelée au profit des compagnies d'assurance privées soumises aux appétits des transnationales dont les sièges sociaux sont dans des paradis fiscaux.

Privé, public, tous au même régime !!

Dans le secteur privé :

Les augmentations de salaires pour 2013 dépassent rarement 1.2%.

Les conditions de travail se dégradent, les ouvriers qui conduisaient une machine doivent aujourd'hui en conduire deux ou trois.

Dans le secteur public :

Un agent recruté en catégorie C, voit son salaire net mensuel progresser de seulement 25€ au bout de 10 ans de carrière.

Coût de l'augmentation de 1% de la valeur du point pour les agents des trois versants de la Fonction publique : 1,8 milliards.

Total des aides et exonérations fiscales et sociales pour les entreprises (financées par l'argent public) : 230 milliards par an.

Augmenter la valeur du point de 5 % ferait rentrer 600 millions d'euros de cotisations salariales supplémentaires pour l'assurance maladie.

▸ Dans son courrier aux députés PS du 28 avril, en page 3, le Premier ministre a écrit : « Vous avez également insisté sur la situation des fonctionnaires aux rémunérations les plus modestes des trois fonctions publiques. Je vous confirme qu'ils bénéficieront des mesures de revalorisations déjà prévues pour la catégorie C et les agents de catégorie B en début de carrière. Cela représente en moyenne environ 440 euros de salaire net en plus dès l'an prochain pour 1,6 millions d'agents ».

Contrairement à ce qu'a voulu faire croire le gouvernement et à ce qu'a cru bon d'affirmer une partie de la presse, cette annonce n'a rien de nouveau. Il s'agit de la confirmation des mesures Lebranchu déjà annoncées fin 2013, soit la faible revalorisation de la catégorie C avec un petit effet sur le début de la catégorie B, revalorisation qui s'applique en deux temps (1er février 2014, puis 1er janvier 2015) et que nous avons mise en lumière dans un tract en novembre dernier.

La réalité des politiques gouvernementales successives, ***c'est que depuis 2010, les fonctionnaires de catégorie C perdent 1 200 euros net par an*** entre l'inflation non compensée (5,44 %) et l'augmentation des cotisations retraite (+ 1,29 %).

Contrairement à ce que tentent de faire croire les gouvernements successifs et la finance, les fonctionnaires ne sont pas des privilégiés, les patrons, eux, le sont.

Public, privé, nous sommes tous exploités par cette société capitaliste.

Tous en grève le 15 mai 2014 !!!

LE JEUDI 15 MAI 2014

Tous en grève et en manifestation !

BOURGES 10 h 30 Place Séraucourt

Bulletin de contact ou d'adhésion à la CGT

Nom _____

Prénom :

Adresse :

..

Tél. :

E.mail :

Entreprise :

..

Bulletin à retourner à l'UD-CGT du Cher 8 Place Malus – 18000 BOURGES
ou à remettre à un syndiqué CGT de votre entreprise